



BULLETIN AUTOGÉRÉ DU COLLECTIF LIBERTAIRE DE LA RÉGION CENTRE - JUIN 2004 N°1

Chômeurs, précaires et salariés en lutte !

Dès novembre 2003, un Collectif Chômeurs, précaires et salariés en lutte s'est mis en place sur Angers.

Ce collectif compte aujourd'hui les organisations suivantes : AC !, Résister-Lutter, G-Monde, G-10, trois militants d'Alternative Libertaire d'Angers y participent activement. Avec des collages d'affiches, des diffusions de tracts devant les assedics, les antennes ANPE, avec depuis janvier, la présence d'une table de presse dans le centre-ville le samedi après-midi, avec des manifestations, avec le projet d'une réunion publique sur l'assurance chômage en février ou mars, ce collectif tente de mobiliser, d'informer sur les conséquences de la politique du gouvernement et du MEDEF, politique qui ne cesse de réduire les droits des chômeurs et d'augmenter les pressions.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, ce sont 370 000 personnes qui n'ont pas reçu leurs indemnités chômage, ils seront plus de 800 000 dans deux ans. L'ASS n'est plus accordée que pour une durée limitée à 2 ans, 130 000 chômeurs en seront exclus dès l'été 2004. L'instauration du RMA (Revenu minimum d'activité) fait que les chômeurs se trouvent dans l'obligation de travailler pour un revenu inférieur au seuil de pauvreté et sont placés sous la tutelle de leur employeur qui pourra à tout moment leur faire perdre tout revenu, RMA et RMI, s'il n'est pas satisfait. Ainsi, le RMA institue un nouveau type de sous salarié, privé de droits au congé ou à la retraite. Rappelons qu'un RMA 'coûtera' au patron 6 fois moins qu'un SMIC. Salariés/ 'RMAstes', la concurrence sera rude !

Lutter contre ces mesures, c'est lutter contre la précarité, la pauvreté, l'exploitation et plus généralement c'est résister à l'offensive brutale et capitaliste conduite par le MEDEF et Raffarin.

Cependant cette lutte s'avère difficile. La mobilisation des chômeurs est faible. Aucun syndicat (CGT, FO, FSU), hormis les syndicats SUD avec le G-10, ne s'investit dans ce mouvement. La CGT chômeurs a

quitté le collectif dont elle était pourtant à l'initiative avec AC ! et recrée pour l'occasion. Même quand la CGT chômeurs était encore présente au sein du collectif, aucun militant d'autres structures professionnelles de la CGT, aucun dirigeant de l'UD CGT n'a participé à l'une des AG. Ainsi, nous en sommes en droit de nous interroger sur cette passivité de la CGT et plus largement de l'ensemble des forces organisées du monde du travail. L'assurance chômage serait-elle enterrée ? Les chômeurs ne seraient-ils plus des prolétaires au même titre que les salariés ? Est-il difficile de comprendre que seule une convergence des luttes peut inverser le rapport de force ?

Toutefois, ce collectif arrive à s'organiser et à perdurer. Ses AG hebdomadaires où toutes les grandes décisions sont soumises au vote (tous les jeudis à partir de 17h30 à la Bourse du travail), son comité de lutte ouvert à tous préparant des propositions à voter en AG... montrent qu'il est possible d'organiser la lutte sur des bases réellement démocratiques et autogestionnaires. **X**

Alternative Libertaire [ANGERS]



Alternative Libertaire d'Angers



Militer :

des choix de société.



L'objectif principal de notre militance est de renverser le capitalisme afin de participer à la construction d'une autre société, dans laquelle la domination serait éradiquée et remplacée par la solidarité, l'égalité. L'autogestion (c'est-à-dire connaître et maîtriser ses conditions d'existence) doit devenir un des fondements de cette nouvelle organisation sociale.

Collectif Libertaire de Touraine

Bien souvent, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, on parle de destruction de l'ordre existant : « du passé faisons table rase ». Cette notion repose en fait sur le mythe "du grand soir". Il suffit que le peuple se mobilise, renverse les tenants du pouvoir, détruise tous les symboles de notre oppression et le tour est joué : une nouvelle société naîtra. Comment ? Les rapports de domination disparaîtront comme par enchantement, etc. En tout cas, cette destruction renvoie toujours à des lendemains qui chantent. Ainsi, nous restons dans le registre de la critique négative. Celle-ci est une condition nécessaire mais non suffisante, si l'on a comme objectif de vouloir révolutionner la société ; cela suppose, pour atteindre cet objectif, que nous devenions des forces propositionnelles d'utopies. Pour se faire, il importe d'interroger ce qu'est une révolution.

Avant que la bourgeoisie accède au pouvoir grâce à la Révolution, il a fallu révolutionner toute l'organisation sociale et même la conception de l'être humain. Dans la société de l'Ancien Régime, l'individu n'existe pas. « Dans la France révolutionnaire... les ordres et les corps ont été abolis, et... triomphe l'individu. Dans une société de corps, en effet, la distinction de l'être humain et du sujet politique ne se pose pas. La participation indirecte de tous est en effet assurée et médiatisée par le corps dont chacun est membre. Nul n'est exclu en ce sens, car la représentation exprime la structure même du social. Il y a d'énormes dénivelés politiques et sociaux, mais en même temps continuité et liaison de tous les êtres dans une société de corps. Ceux-ci organisent et recouvrent toute la société, reliant le prince et ses sujets, les riches et les pauvres, les hommes et les femmes, les maîtres et les employés, les adultes et les enfants. Il y a place pour chacun, même si chacun n'est pas à la même place... Dans la société moderne, c'est au contraire l'individu qui est premier. L'architecture sociale se met en place à partir de lui. Le droit des contrats, civils et politiques, y tient une place prépondérante. La société individualiste, en d'autres termes, ne peut se penser et s'organiser que si les conditions permettant d'édifier un système d'obligations contractuelles sont clairement définies. La notion d'autonomie de la volonté prend une importance centrale¹ ».

Retenons seulement ici que la Révolution, qui concrétise

la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, n'est qu'en fait l'aboutissement d'un processus² qui au préalable avait touché tous les domaines, les champs qui composent la société, champs économiques (instauration de la production marchande), champ religieux³, champ idéologique (l'apport philosophique des Lumières avec les idées d'égalité, d'universalité, la raison devient prépondérante), champ culturels (l'apparition des Salons qui se transformèrent en quelque sorte en lieux d'élaboration politique et en furent des tremplins⁴), champ politique (remise en cause du caractère divin du pouvoir royal, le roi n'est plus le représentant de Dieu sur terre, il devient un homme, on peut donc le renverser et même le tuer) ; processus qui touche aussi d'autres fondements de la société : séparation du privé et du public (Habermas), ce qui a occasionné une toute autre conception de la famille, de l'habitat, etc. Tout ceci montre qu'il importe autant d'interroger les conditions objectives qui fondent l'existence des classes sociales, mais aussi les conditions subjectives qui sont aussi au fondement de la conscience de classe. « Posséder la capacité politique, c'est avoir la conscience de soi comme membre d'une collectivité, affirmer l'idée qui en résulte et en poursuivre la réalisation⁵ ». En effet, aucun ordre social, aussi oppressant soit-il, est en soi insupportable⁶ – c'est-à-dire avoir le besoin impératif, primordial de lui en substituer un autre ; il le devient lorsqu'existent des forces sociales en capacité de proposer, de partager, d'impulser un autre mode d'organisation sociale qui rentre en conflit avec l'ordre existant. C'est pourquoi il est absurde d'établir une hiérarchie entre les fronts prioritaires et des fronts secondaires. Vouloir révolutionner la société suppose des critiques radicales de tout ce qui participe à l'organisation sociale, mais aussi de critiquer tout aussi radicalement les principes qui la fondent ; ces critiques doivent être impérativement porteuses de perspectives, d'utopies créatrices, sinon, notre volonté de « changer la vie » restera lettre morte ! « "Trouver la vie dure" peut, dans certains cas, provoquer des révoltes plus ou moins violentes, mais tant que les rapports dominants de productions (mais aussi dans toutes les sphères de la société) continuent à structurer le sens commun du révolté, celui-ci souhaite, dans le meilleur des cas, qu'occuper une autre place dans la même hiérarchie sociale qui lui apparaît comme "naturelle" ⁷ ».





►►► Un des buts du Collectif Libertaire de Touraine est de créer des situations afin d'aborder la réalité autrement. Cela implique de s'interroger sur le pouvoir. En aucun cas nous militons pour conquérir le pouvoir. Même en ayant les meilleures intentions, la conquête du pouvoir conduit vers la volonté de la garder. De même, il est absurde de vouloir le détruire. Il est impossible de détruire la faculté des êtres humains à prendre des décisions et de les mettre en œuvre. Il s'agit plutôt de briser l'autonomie du pouvoir ; c'est-à-dire qu'il doit réintégrer la société et non plus être en-dehors d'elle ; au-dessus d'elle, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela suppose de réfléchir et d'agir sur la société afin d'imaginer et construire une organisation permettant aux êtres humains de connaître et maîtriser leurs conditions d'existence.

Plusieurs axes s'offrent à nous :

✓ participer à la construction de fronts sociaux favorisant la convergence des luttes. C'est ainsi qu'on participe à différents collectifs, syndicats. Nous militons que pour les mouvements soient autonomes : ils ne doivent pas être soumis à une quelconque domination d'organisations politiques ou syndicales. Cela conduit à la politisation des mouvements sociaux : la politique doit se faire au sein de ceux-ci et non pas dans les partis pour qu'ensuite ils essayent de les instrumentaliser à leurs propres fins ;

✓ participer à la création et à l'organisation quotidienne de lieux comme Un Autre Monde. A travers ce type d'initiatives, nous essayons de concrétiser des bouts de réalités où les utopies créatrices y tiennent une grande place, en essayant de favoriser l'émergence de nouveaux rapports sociaux. Si nous voulons révolutionner la société, révolutionner notre vie, construire un autre monde il nous faut réellement nous demander ce que nous voulons vivre et comment, et ce dès maintenant ?

Engageons ces débats, ces élaborations d'utopies et commençons à réaliser ! Pour se faire concevons des pôles, des regroupements en vue d'utopier. Recréons des espaces sociaux, politiques, culturels qui seront les lieux de ces confrontations et de convivialité. ☒

JC [TOURS]



NOTES :

1 - *Le Sacre du Citoyen, Histoire du Suffrage Universel en France*, P. Rosanvallon, Editions Gallimard 1992, pages 106 et 107.

2 - Ceci ne veut pas dire que la bourgeoisie ait eu, dès le début, conscience de ce qui passait, bien au contraire ; ce processus s'étale sur plusieurs siècles. Elle commence à acquérir réellement de la force politique lorsqu'elle prend conscience d'elle-même, de ce qu'elle représente.

3 - M. Weber a mis en évidence la relation significative entre la morale puritaine, protestante et le capitalisme dans *L'Ethique Protestante et l'Esprit du Capitalisme*.

4 - J. Habermas, *L'Espace Public*, Editions Payot 1988.

5 - J. Proudhon, *De la Capacité politique des Classes Ouvrières*, Tome 1, Editions du Monde Libertaire 1977, pages 53 et 54.

« Pour qu'il y ait dans un sujet... une collectivité, capacité politique, trois conditions fondamentales sont requises :

- que le sujet ait conscience de lui-même, de sa dignité, de sa valeur, de la place qu'il occupe dans la société, du rôle qu'il remplit, des fonctions auxquelles il a droit de prétendre, des intérêts qu'il représente ou personnifie ;

- comme résultat de cette conscience de lui-même..., que le dit sujet affirme son idée, c'est-à-dire qu'il sache se représenter par l'entendement, traduire par la parole, expliquer par la raison, dans son principe et ses conséquences, la loi de son être ;

- que cette idée, enfin posée comme profession de foi, il puisse, selon le besoin et la diversité des circonstances, déduire toujours des conclusions pratiques. »

Idem pages 52 et 53. Bien que les formulations soient un peu vieilles, cette citation montre qu'il importe tout autant de rechercher qu'elles sont les conditions aussi bien objectives que subjectives, afin d'avoir les moyens d'affirmer et de concrétiser la « capacité politique » d'une classe sociale, en l'occurrence la classe ouvrière. On peut regretter que Proudhon n'ait pas, à ce propos, été suffisamment entendu ; bien souvent l'analyse de l'existence et de la situation de la classe ouvrière fut effectuée uniquement à partir de critères objectifs (relativisons, par exemple dans les années 60/70, les situationnistes, les philosophes de l'Ecole de Francfort et d'autres ont travaillé sur ce qu'est l'aliénation). Ils ne peuvent, à eux seuls, rendre intelligible tout ce que recouvre la notion de classe. La place dans l'appareil de production, l'exploitation sont certes déterminantes, mais elles ne peuvent donner à elles seules une compréhension de toute la subjectivité – toute aussi déterminante – qui est aussi au fondement de chaque groupe humain ; en résumé on ne peut analyser ce qu'est une classe si on ne tient pas compte de sa conscience de classe, car on ne peut agir sans conscience ! C'est un mythe de croire que les individus agissent lorsqu'ils n'ont plus rien à perdre ; les choses sont un peu plus compliquées.

6 - Pour nous, il n'existe pas de besoins objectifs de la révolution, cela relève de ce que Sartre appelle la « mauvaise foi » et qui consiste à justifier nos actes et nos choix en les présentant comme s'ils étaient déterminés par l'en soi de la situation présente. La mauvaise foi consiste à dire qu'il faut vaincre d'abord l'injustice pour, après, pouvoir être libre ; bien entendu, tout projet d'opposition à une injustice quelconque part forcément de la capacité libre de contester la réalité et d'élaborer un projet », in *Cette Douce Certitude du Pire, Pour une Théorie Critique de l'Engagement*, M. Benasayag et E. Charlton, Editions La Découverte 1991, page 142.

7 - Idem, pages 151 et 152.

Des libertaires dans le mouvement social

Pour bien des observateurs, la présence des libertaires dans le mouvement social sur Orléans est particulièrement significative et se manifeste bien au-delà de ce qu'ils représentent numériquement. C'est pourquoi il est intéressant de revenir sur ce processus de développement d'une orientation politique initiée il y a six ans.

Dans les années 90 nous assistons au plan national à l'apparition d'associations et collectifs de lutte sur la scène politique (Agir ensemble contre le chômage : AC !, Droit au logement : DAL, Droits devant !, Collectifs de sans papiers... Ce phénomène, qui résulte notamment de la situation amorphe qui règne dans le syndicalisme et la politique à ce moment là, se manifestera tardivement sur Orléans à la fin des années 90. Les libertaires s'investiront à Orléans dans AC !, le DAL, et le comité de soutien aux sans papiers.

Le DAL à Orléans ne parviendra jamais à se sortir de la logique caritative que lui imprime sa principale animatrice et restera, encore aujourd'hui, replié sur lui-même très loin de la dimension association de lutte des sans logis que l'on reconnaît au DAL sur le plan national. Ainsi la lutte pour le droit au logement est confisquée à Orléans par une personne, au fonctionnement très autoritaire, dont le principal souci est d'être l'interlocutrice des pouvoirs publics.

L'engagement des libertaires dans les deux autres combats aura des effets bien plus positifs. D'abord dans le mouvement des chômeurs qui, durant deux années consécutives (98 et 99), tiendra le haut du pavé, ensuite dans le soutien aux sans papiers. Les mobilisations auxquelles on assiste à ce moment là sont marquées notamment par des cortèges libertaires représentant le tiers de la manifestation. Ce qui traduit leur présence active sur le terrain.

Sans être encore particulièrement théorisée une logique stratégique était déjà mise en avant par les

libertaires. L'affirmation du mouvement social en tant que mouvement politique autonome vis-à-vis du champ institutionnel (institutions politiques et organisations institutionnelles). Cela s'est traduit par le souci de se construire et se développer un mouvement de lutte des chômeurs (comme des sans papiers), et de soutien à ces luttes, préservant leur indépendance, particulièrement vis à vis de la CGT qui tentait de récupérer et de contrôler le mouvement de manière très agressive. Cela s'est traduit aussi par le souci de privilégier la construction du rapport de force dans la forme de la lutte et du soutien plutôt que la concertation avec les autorités. Au cours de la lutte des sans papiers cette opposition s'est manifestée à plusieurs reprises. Sur la revendication d'abord : " régularisation de tous les sans papiers " ou " régularisation des sans papiers " (le "tous" apparaissait maximaliste à certains et empêchait le dialogue avec la préfecture), sur l'occupation de la cathédrale ensuite (les mêmes cherchant à décourager de s'engager dans cette action sous prétexte qu'elle ne serait pas tenable), sur la grève de la faim ensuite (encore les mêmes pour chercher à dissuader de s'engager dans cette action), et pour finir sur la cessation de l'occupation du théâtre après le départ de la cathédrale (jusque là, les tenants de la concertation avaient dû se ranger à l'avis majoritaire des sans papiers en faveur de la logique du rapport de force. Finalement ils parviendront à " faire entendre raison " aux sans papiers très affaiblis après plusieurs mois de lutte dans des conditions difficiles. Cette raison retrouvée du mouvement marquera pratiquement sa fin et notamment

la fin des régularisations, dont plus d'une centaine aura été arraché tout au long de la lutte.

Les libertaires sont isolés au sein des forces en présence.

Jusque là, le paysage politique locale, et plus particulièrement le champ de la contestation sociale, était principalement marqué par une CGT nostalgique du stalinisme et qui le demeure aujourd'hui (les partis de la gauche plurielle absents sur le terrain étaient soit au gouvernement, soit dans une opposition parlementaire plombée par la cohabitation). A coté de la CGT, mais n'osant contester sa volonté hégémonique, on trouvait une mouvance plutôt animée par le courant catho de gauche, dans laquelle la LCR cherchait à se faire une place, et auquel participait les Verts (un pied dans le gouvernement, un pied dans la contestation), le MJS, des ex-PC ou ex-PS. Le point commun de ce conglomerat politique étant l'humanisme radical.

L'action de la LCR locale sur ce terrain de l'humanisme radical (solidarité avec les immigrés, mouvement anti-guerre, soutien à la cause palestinienne) est étonnement, encore aujourd'hui, la seule activité entre deux campagnes électorales de cette organisation qui néanmoins se développe. Mais on peut penser que cet effet Besancenot, et les bases politiques sur lequel il est construit, destinent une bonne partie de ces nouveaux arrivés (pour ceux qui resteront engagés politiquement) à finir au PS.

Dans cette situation, les libertaires, essentiellement

regroupés localement autour d'Alternative Libertaire, se positionnent comme force de proposition visant à dépasser cette dimension humaniste radical pour une dimension anticapitaliste et antiautoritaire. Il ne sont alors qu'un groupe critique, pesant ponctuellement sur le cours d'une lutte (chômeurs, sans papiers, antifascisme, ...) mais sans effet réel dans le rapport des forces en présence.

Faire émerger une nouvelle force de contestation locale.

Afin de bousculer l'état du rapport des forces en présence localement, et de sortir de l'isolement, les libertaires entreprennent la construction d'une nouvelle force de contestation sociale. Cette démarche est initiée dans l'organisation des contre-fêtes johanniques.

Les contre-fêtes, organisées dans les années 70 par les milieux gauchistes des Maisons des Jeunes et de la Culture, étaient le pendant des fêtes johanniques, organisées par la municipalité et célébrant chaque 8 mai, à grand renfort de flonflon et de défilé, la sainte alliance des curés, de l'Etat, et de l'armée. Les contre-fêtes cesseront d'exister au début des années 80.

Les libertaires redonnent vie aux contre-fêtes dans le milieu des années 90. Elles sont alors placées sous le signe de l'antimilitarisme et ne parviennent jamais à rassembler plus d'une centaine de personnes. En 1998, Alternative Libertaire proposera à d'autres associations du mouvement social d'organiser avec elle les contre fêtes en hommage à Daniel GUERIN (figure du



qui construisent des contre-pouvoirs autonomes.



mouvement libertaire, mort 10 ans auparavant). Ces associations, le GAG (Groupe de lutte des homosexuels), l'ASLA (Association de solidarité avec la lutte du peuple algérien), l'ACIRAD (association antinucléaire), le COOOA (Comité antimilitariste) correspondent aux combats que Daniel GUERIN avait mené durant sa vie. Cette formule de contre-fêtes sera un succès (500 à 600 personnes). Elle sera reconduite les années suivantes et élargie à d'autres associations du mouvement social comme AC ! ou le DAL. Le succès de cette manifestation sera grandissant (jusqu'à 1.500 personnes sur la journée).

La problématique de construction d'une nouvelle force de contestation sociale s'illustrera par le mot d'ordre adopté à chaque contreteufs (comme on les appellent couramment) : 'Pour un front social de l'égalité et de la solidarité', 'Pour l'autonomie du mouvement social'... et par les débats qui s'y mènent. D'ailleurs il sera très vite accolé derrière " Contre-fêtes johanniques " le titre " Fête du mouvement social ". La préparation des contreteufs sont l'occasion pour que des liens se tissent entre les uns et les autres.

De nouveaux acteurs de la contestation sociale font leur apparition

A la même période est créé ATTAC. A l'origine on y retrouve plutôt les déçus du PS, et aussi une partie de la mouvance humaniste radicale, mais toujours pas la LCR (déjà absent des lieux ou y il a du débat politique). L'image de contestation radicale et déterminée des manifestations internationales altermondialistes de Seattle, Prague, Barcelone ou Florence, amènera à ATTAC d'autres personnes, plus jeunes et plus activistes. Les pré-occupations en direction du mouvement social des libertaires trouvent aussitôt de l'écho auprès d'eux et transformera

ATTAC, qui se tournera plus vers les mobilisations sociales que vers l'organisation de conférences (comme c'était le cas auparavant). Elle s'inscrit aussi activement dans l'organisation des contreteufs. Mal à l'aise dans ce qu'était devenu ATTAC, une partie des initiateurs lâcheront les rênes et retourneront organiser des conférences sous l'étiquette des *Amis du Monde diplomatique* ¹.

SUD existait sur Orléans depuis plusieurs années (près de 10 ans) dans les PTT, mais il intervenait surtout dans son champ professionnel. L'impulsion interprofessionnelle viendra de nouveaux syndicats SUD qui se créeront dans la fin des années 90. dans la Santé, la Culture, l'Education, et plus récemment dans la Protection sociale et les Collectivités territoriales. Les libertaires, présents dans ces secteurs professionnels prennent une part active dans l'animation de ces nouveaux syndicats. Mais il ne s'agit pas d'une intervention dans une logique partisane, ils ne constituent pas une tendance organisée dans les syndicats. Leurs approches des questions politiques, leurs options sur l'organisation et le fonctionnement, leurs propositions d'actions tombent en équation avec celles des autres syndiqués. Ainsi la volonté d'agir au delà du champ professionnel s'affirme conduisant les syndicats SUD regroupés en union locale SOLIDAIRES à devenir une des composantes importantes de ce mouvement social local. (SOLIDAIRES participe aussi aux contreteufs).

Le Forum social comme espace permanent de construction d'une nouvelle force.

C'est lors des contreteufs de mai 2002 qu'est posé le débat de la création d'un espace fédérant syndicats et associations de luttes du mouvement social orléanais. Ce débat débouchera en octobre sur l'organi-

sation des premières rencontres du Forum social orléanais. L'originalité de ce Forum social, qui fédère près d'une vingtaine de syndicats, associations, collectifs et individus (dont Attac, Solidaires, Fsu, Dal, Collectif Non à la guerre, Comité Palestine, Asti, Collectif des intermittents, Nature centre, Planning familial...) est d'être un cadre permanent de rencontres, de débats et d'action. Cela le distingue d'autres Forums sociaux qui se placent comme une rencontre ponctuelle sans ambition d'impulser l'action.

Après plus de deux ans d'existence le Forum social est parvenu à s'inscrire dans le paysage politique local comme une force capable de décider de ses propres initiatives (à l'exemple de la campagne en direction des chômeurs et de la création du comité de chômeurs) et capable de mobiliser (près d'un millier de manifestant lors du Grand raffa en mars dernier).

L'existence de ce forum social n'est pas sans provoquer des réactions : inquiétude et hostilité du côté de la CGT, agacement du côté des organisations politiques (notamment LCR, Verts, PS) car la logique d'autonomie du mouvement social est en contradiction avec leur logique politique (les organisations politiques sont acceptées dans le forum social seulement en soutien, et leurs contributions consistent essentiellement à se plaindre d'être traitées de la sorte).

L'attitude de la FSU est plus ambiguë car elle porte un discours qui la destine à être partie prenante de ce genre d'initiatives et, effectivement, la FSU participe au Forum social (en étant peu nombreux). Mais dans le même temps elle veut jouer dans la cour des grands, ce qui la conduit finalement à s'aligner dans l'action sur la CGT.

La mouvance humaniste radicale voit aussi d'un mauvais œil se

développer sur le terrain une nouvelle force qui vient modifier le paysage politique locale et déstabiliser la place qu'ils y occupaient jusque là. Ils le vivent comme une dépossession de leur label 'gauche alternative' et surtout comme la confiscation du label 'altermondialiste'. Afin de retrouver un espace politique ils créeront le forum des droits humains, réduisant encore davantage la vision politique qu'ils ont des choses.

La question de l'autonomie du mouvement social dans son mode de fonctionnement, dans sa stratégie d'action et dans sa finalité politique, est pour les libertaires la question clé au débouché dans le contexte actuel, et cela d'autant plus que la gauche parlementaire a depuis les élections régionales de nouveau la prétention d'inféoder les luttes sociales à sa stratégie de reconquête électorale du pouvoir.

Mais cette problématique, à ce stade du processus initié par les libertaires il y a 6 ans, est portée aujourd'hui bien plus largement et s'exprime fortement dans le Forum social qui pourtant, sur le papier, ne rassemble pas que des révolutionnaires ².

L'engagement du Forum social dans la mobilisation contre le projet de réforme de l'assurance maladie témoigne de cette avancée politique. Il part du constat amer, largement partagé, que nous nous sommes fait avoir par les organisations syndicales traditionnelles lors de la lutte du printemps dernier sur les retraites, et du sentiment que les mêmes recommencent sur la réforme de l'assurance maladie.

Afin de ne pas laisser se rejouer ce sinistre scénario, la conviction est qu'il ne faut pas laisser aux syndicats traditionnels le contrôle de la mobilisation et que le Forum social doit prendre toute sa place dans la construction de la mobilisation et dans l'organisation de la lutte. ►►►



Tandis que, sur proposition de la CGT aux seules autres organisations syndicales (excluant les SUD mais aussi tout le reste du mouvement social), une manifestation sans autres perspectives est seulement prévue le 5 juin, c'est le Forum social qui localement entreprend la création de comités de lutte de communes et quartiers sur l'agglomération.

Donner de la visibilité aux contre-pouvoirs.

La réussite décuplant l'ambition, c'est sur la question du contre-pouvoir qu'une impulsion nouvelle est donnée avec le projet de création d'un lieu associatif et autogéré. Ce projet qui s'inscrit dans le prolongement de la démarche du forum social vise à renouer avec l'idée des bourses du travail du début du siècle dernier, avant que celle-ci ne soit confisqué par la CGT et sa fonction d'outil d'émancipation sociale abandonnée. Ce projet, auxquels les libertaires contribuent activement et qui rassemble largement au delà d'eux, à l'ambition (peut être dès septembre prochain) de mettre à disposition des associations et syndicats du mouvement social un lieu public au fonctionnement autogéré permettant de donner une plus grande visibilité à leurs activités et encourageant l'expérimentation de contre-pouvoirs et d'alternatives³.

Ce qui est remarquable dans le bilan qui pourrait être fait de l'orientation des libertaires dans le mouvement social c'est que leurs activités ne c'est

pas réduite à une défense de mots d'ordre, à un travail de construction d'appareil politique. Essentiellement ils ont été porteur d'une logique politique d'autonomie du mouvement social et de construction de contre-pouvoirs. Ils étaient (et demeurent) le seul courant politique à défendre cette orientation mais elle est reprise et mise en œuvre bien plus largement. **X**

Charles HUARD [ORLÉANS]

NOTES :

1- Extrait de la motion adoptée par ATTAC 45 (publié dans leur journal d'octobre 2003) : ATTAC 45, conformément à sa vocation de mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action et à son engagement pour une ré-appropriation citoyenne de la politique, est partie prenante du mouvement social. Dans ce mouvement social, œuvrant pour une transformation radicale de la société et pour un autre futur plus juste, plus équitable, plus solidaire et écologiquement viable, ATTAC 45 est partisane d'une démarche d'autonomie du mouvement social et de contre-pouvoir.

Cette démarche s'est illustrée notamment dans la proposition de Forum social s'inscrivant dans la durée, faite aux autres acteurs locaux du mouvement social. Tout en nous réjouissant du déroulement des différentes initiatives locales (Forum social de novembre 2002, Forum social de mai 2003, Grand raffut, rassemblement anti-G8, etc), nous souhaitons approfondir la démarche. Cela nous semble, après le mouvement de mai juin dernier et le rassemblement du Larzac en août, correspondre aux ambitions de construction d'alternatives.

2 - Extrait du compte-rendu de l'assemblée générale du FSO (publié dans le bulletin n° 6 d'avril 2004) : Tous les participants ont insisté sur l'autonomie du mouvement social par rapport aux partis et aux institutions politiques. Tous se sont accordés sur l'action politique du mouvement social (au sens politique non politicienne).

Le FSO est un lieu d'élaboration d'idées et de mise en œuvre d'alternatives politiques ; les partis sont-ils autorisés à venir prendre des idées et même à en apporter ?

La réponse à cette question n'a pas été clairement tranchée :

✓ Certains ont insisté sur l'interpellation critique des partis politiques, estimant que le FSO est assez fort pour dialoguer avec les partis politiques et éventuellement bénéficier de leur soutien.

✓ D'autres ont insisté sur la différence de nature qu'il y a entre l'action et la finalité du mouvement social et celles des partis politiques, mais aussi la défiance qu'ils éprouvent à leur égard et la crainte qu'ils ont de discréditer le FSO en dialoguant avec les partis politiques. Le FSO est un lieu de contre-pouvoir qui interpelle certainement les politiques dans la mesure où il est une force active. La délégation, mais aussi la représentation, de cette force à des partis n'est pas envisageable, les partis politiques ne peuvent avoir de pouvoir décisionnel au sein du mouvement social, cependant, aucun participant de cette plénière ne s'est opposé à leur soutien d'actions ou d'initiatives décidés par le FSO. La question de savoir quels seraient les partis de gauche (le soutien des partis de droite n'étant pas envisageable) appelés à soutenir les actions du FSO, a été évoquée mais non résolue : notamment à propos de ceux des partis de gauche qui ont manifestement des objectifs politiques contraires aux nôtres.

3 - Extrait de l'appel pour l'ouverture d'un lieu associatif et autogéré : Pour ces raisons, un espace d'activités sociale, culturelle et politique qui s'inscrit dans une démarche fédérant les acteurs du mouvement social et bien au-delà, est nécessaire. Un espace d'expérimentation qui ne se contente pas d'être en réaction, mais se veut un lieu de création et de mise en pratique. C'est la maturité actuelle du mouvement social orléanais qui rend envisageable et réalisable ce projet.

Un tel lieu, à l'exemple des Centres sociaux en Italie ou des Forums sociaux en Espagne (mais aussi à l'exemple, depuis peu en France, d'expériences renouant avec les Bourses du travail), constituerait un formidable encouragement aux dynamiques de contre-pouvoir impulsées par le mouvement social orléanais. Il permettrait une meilleure coordination des luttes, une ouverture sur son quartier et plus largement dans la population, tout en préservant l'autonomie du mouvement.

Samedi 13 mars 2004

<p>15h00 Place du Martroi à Orléans</p> <p>CARNAVAL DU RAS LE BOL</p> <p><i>Manifestation bruyante et colorée</i></p> <p><i>Venez nombreux avec déguisements et gamelles !!!</i></p>		<p>17h30 Cinéma des Carmes (entrée gratuite)</p> <p>Conférence</p> <p><i>Le programme de progrès social du Conseil National de la Résistance</i></p> <p><i>60 ans après, le programme de régression sociale du gouvernement et du MEDEF</i></p> <p><i>avec : René MOURIAUX et Jean Pierre AZEMA</i></p>
--	--	---

GRAND RAFFUT

FORUM SOCIAL





La protection de l'environnement...

de son assiette !

Extraire des griffes des grands distributeurs les (nos) agriculteurs. Rompre un système qui cultive la plus-value au prix d'exiger un mois de lait gratuit à tout agriculteur qui voudrait 'profiter' des magnifiques services 'offerts' (c'est un exemple avéré). Faire en sorte que la nécessité de traiter à tout-va, disparaisse. Mettre fin à l'arbitraire des prix qui permet de considérer les produits un peu moins 'sales' comme des produits de luxe et par conséquent plus chères. Et tant pis pour le consommateur, surtout celui qui n'a pas les moyens et pour le producteur qui n'en profite pas toujours. Bref, il devait s'agir de mener un combat éminemment politique. Nos ennemis sont toujours les mêmes. Ils revêtent tantôt les oripeaux des spéculateurs, tantôt celui des patrons ou encore celui des politicards vendus au MEDEF.

Ainsi, à la suite des Forums Sociaux Agricoles, à Montargis on se prépare à créer des circuits courts reliant tous les agriculteurs et producteurs qui le souhaitent et nous, les consommateurs ou encore mieux, les 'tout-un chacun', et c'est bien. Un panier de légumes 'bio' pour quatre personnes vendu à 12 Euros. Super ! Les producteurs s'engagent à fournir des produits de qualité à des prix bas. Les 'clients' s'engagent à passer commande sur une durée déterminée à raison d'une fois par semaine. On trouvera un lieu de

distribution aux alentours. Les agriculteurs sont remarquablement motivés. Après un petit sondage, il semblerait que les profs, médecins, professions libérales etc, sont partant. C'est réellement un moyen de donner un coup de pied dans la fourmière libérale.

Mais tout propos politique est désormais 'politically-no-correct', suspect d'utopisme à vocation autoritaire sans parler du mal de tête qu'il risque de provoquer. Tout sauf de la politique, rien que du concret, c'est à dire centré sur soi. Le contenu de mon assiette doit être sain (saint ?). Il doit soigner ma ligne et me protéger du cancer. Voilà les projets sociaux : faire gaffe à moi. Dès lors, faut-il s'étonner qu'un projet de combat contre un système totalitaire, profondément politique finisse en un groupement de classe moyenne soucieuse de se procurer des produits « bio » pas chère et que l'on peut manger sans crainte (modérément bien sûr, attention à ta ligne).

Jouer à ce jeu là, si cela s'étend, cela reviendra à 'piquer dans la caisse' et susciter des réactions qui peuvent être brutales de la part des grands trusts. Mais ne le crions pas trop fort car cela pourrait effrayer nos 'consommateurs bio' verts. ☒

CHRISTIAN CHANDELIER [MONTARGIS]



Nos luttes ne sont pas à vendre !

Quand nous avons été contacté pour participer au KO Social de Bourges, nous avons immédiatement été emballés par cette initiative. Elle nous avait été présentée comme un outil mis au service de la convergence des luttes par les Têtes Raides. L'initiative avait déjà connue deux succès, à Lyon puis à Paris, et l'idée de rendre visible des luttes éparses (et souvent à bout de souffle) grâce à la musique nous semblait vraiment bonne dans une conjoncture aussi atone. Mais notre déception a été à la hauteur de notre engouement initial, au point qu'ils nous a finalement semblé nécessaire d'organiser un contre-KO Social !

Ce sont les intermittents de Bourges qui ont commencé par nous mettre la puce à l'oreille. Ils s'inquiétaient du fait que le KO Social était une initiative intégrée au *Printemps de Bourges*, participant ainsi d'un dispositif global de canalisation de leur contestation élaboré par le directeur du festival, Daniel Colling. La suite leur a malheureusement donné raison. Le KO Social a effectivement donné au festival une tonalité protestataire qui rendait plus difficile encore toute tentative de grève : les intermittents avaient amplement l'occasion de s'exprimer, alors pourquoi auraient-ils sabotés leur propre tribune ? Pourtant, l'urgence pour eux n'était plus de rendre publique leur situation (connue de tous depuis près d'un an), mais de montrer que rien ne pouvait se faire sans eux. Le marché 'droit d'expression contre droit de grève' a cependant redoutablement fonctionné, comme l'avaient anticipés les intermittents berruyers. D'autant plus que la salle de concert a été prêtée, par le *Printemps*, pour la fin du festival ; ce qui a évité que le KO Social serve de détonateur à un mouvement.

A l'époque, nous pouvions seulement reprocher aux Têtes Raides de ne pas être assez vigilants sur l'instrumentalisation dont ils pouvaient faire l'objet de la part d'un grand patron de l'industrie du spectacle comme Daniel Colling. Mais depuis, le KO Social de Marseille est entré directement en concurrence avec le KO à Cannes initié, lui, par les intermittents en lutte. Force est donc de constater que c'est désormais en toute conscience que les Têtes Raides ont choisi de contribuer au sabotage de la lutte des intermittents... au profit de leur propre tournée. Quand on se prétend social, on ne peut sans contradiction préférer le spectacle de la lutte aux luttes réelles.

Moins social que le Conseil Régional !

Ce qui nous a ensuite étonné, c'est qu'aucune billetterie spéciale (gratuite ou réduite) n'avait été prévue pour

les chômeurs et les précaires. Or ce problème avait déjà été soulevé, en vain, lors des deux précédents KO sociaux. Toutes les propositions de financement qui ont été faites, par nous comme par d'autres, ont été refusées... souvent sans raison valable. Il aurait, par exemple, suffi que le prix du billet passe de 10 à 11 euros pour financer 300 places. Ou encore que les militants prennent eux-mêmes en charge les frais de pancartes et de banderoles pour la manifestation précédant le concert ! Au lieu de cela, des subventions ont été obtenues du Conseil Régional (sous forme d'achat de billets redistribués aux associations de chômeurs) et du Conseil Général (sous forme de d'aide à une association culturelle locale chargée d'acheter et de distribuer gratuitement les billets). Autrement dit, comme n'importe quelle entreprise privée, le KO social s'est servi des subventions publiques comme de pompes à fric... d'autant plus 'légitimement' qu'elles sont de 'gauche'. Difficile ensuite de se prétendre politiquement indépendant quand on fait, à peu de frais, remporter un joli bénéfice symbolique à des institutions dont les politiques d'aides financières aux entreprises, de formations ou de recrutement, sont précisément responsables du chômage et de la précarité !

Une entreprise de privatisation du mouvement social

Enfin, le KO social est une formule livrée 'clé-en-main' qui ne laisse quasiment aucune marge de manœuvre aux associations locales. Ainsi, la formule 'déambulation manifestive+concerts+interludes militants de 5 mn maximum' est inamovible. Car attention ! La déambulation manifestive n'est pas une manifestation. Elle est 'no logo' (c'est-à-dire que les organisations participantes ne doivent pas faire apparaître leurs noms, comparés ici à des marques commerciales... contrairement aux noms des groupes de musiques) et les slogans impératifs sont vides de tout contenu

('On a faim !', 'A l'Attak !', 'Liberté de circulation !'). Cette formule évite aux musiciens de se compromettre trop visiblement avec telle tendance politique ou avec telle revendication, ce qui est toujours mauvais pour le business, tout en attirant les clients vers la salle de concert où s'achève la marche.

Quant au concert, si sa qualité était irréprochable, aucun musicien ne s'est donné la peine de prononcer le moindre propos politique. On pouvait vraiment se demander s'ils savaient pourquoi ils étaient là ! Cette absence d'engagement avait déjà été reproché lors des précédents KO sociaux car, sur scène, ce sont les artistes qui sont légitimes et qui seuls peuvent légitimer la parole des militants. En l'absence de ce soutien, les interventions de ces derniers ont perdu beaucoup de leur portée. D'autant plus qu'elles étaient introduites par un Monsieur Loyol particulièrement méprisant qui, entre deux blagues grivoises, exigeait de tel militant, par exemple, qu'il 'balance sa salade'. Evidemment, il n'aurait jamais osé s'adresser à Sergent Garcia en le sommant 'de faire du boucan'... quand on est démocrate, il faut savoir respecter les artistes.

Les militants qui sont courageusement intervenus sur scène, ont eu droit à un tout autre traitement. D'abord il leur avait été interdit de répéter leur intervention sur scène. Ensuite, les techniciens effectuaient la balance pour les groupes suivants pendant leurs interventions. Un groupe militant qui avait demandé cinq micros cravates s'est retrouvé avec un seul micro unidirectionnel, ce qui a rendu son intervention inaudible, pour ne pas dire ridicule. Une autre intervention, basée sur la projection d'une vidéo, a perdu tout son sens faute d'avoir obtenu le bon format son ! Pour finir, les musiciens se sont retrouvés autour d'un pot... auquel les militants qui s'étaient exprimés sur scène n'étaient évidemment pas conviés. Bref, un KO ni très social, ni très convivial. Tout ça donnait la désagréable impression que les artistes ne s'étaient pas mis au service du mouvement

social, mais plutôt que le mouvement social s'était mis au service de la promotion commerciale des artistes. Alors que, jusqu'à présent, les militants tentaient de se prémunir des récupérations politiciennes de leurs combats, un danger inattendu se profile : celui de la privatisation pure et simple de la protestation.

La lutte sociale n'est pas une soirée de gala !

C'est pour dénoncer toutes ces dérives que le Collectif Libertaire de Bourges a quitté l'organisation du KO social. Mais il nous a semblé nécessaire de ne pas nous en tenir là. C'est pourquoi nous avons choisi de participer à la déambulation manifestive... mais à notre manière. Tout en respectant scrupuleusement les règles du jeu (no logo et aucune revendication) nous avons défilé avec une grande banderole vierge et des pancartes affichant une vingtaine de slogans tout aussi radicaux que ceux du KO Social ('On a soif !', 'Prout la droite !', 'Chéri.e, n'oublie pas de ramener du pain !') sous lesquels étaient inscrits la formule : 'La lutte sociale n'est pas une soirée de gala !'. Une cinquantaine de personnes (soit un dixième de la manif) nous ont progressivement rejoint en chantant en chœur 'Chaud K-KO (social) ! Chaud, chaud, chaud, chocolat ! Si t'as des problèmes sociaux, paie-toi une soirée de gala !'. Une partie de la presse locale a convenablement rendu compte de notre action, mais ce sont surtout nos textes, diffusés sur internet, qui ont eu le plus d'impact. Des participants aux KO sociaux précédents nous ont écrit pour nous soutenir, et les associations marseillaises ont visiblement été informées. Il semble que nous avons ainsi contribué à leur faire gagner du temps, et de l'énergie, puisque peu d'entre elles se sont engagées dans la quatrième édition du KO Social. Ainsi, ils n'étaient plus qu'une cinquantaine à déambuler sur la Cannebière pour rejoindre une salle de concert à moitié vide. Mais la tournée du KO Social n'est pas encore finie : Toulouse, Nancy et Paris sont encore au programme. Espérons que les associations locales préféreront, elles aussi, la contestation du spectacle aux facilités de la mise en spectacle de la contestation... histoire de faire réfléchir à deux fois les prochains qui tenteront de capitaliser la lutte anticapitaliste !

Berckman [BOURGES]

